

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

COMMUNE DE SOULAC-sur-MER



Modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Enquête publique
du 30 octobre 2023 au 29 novembre 2023



RAPPORT D'ENQUETE 1^{ère} PARTIE

Commissaire enquêtrice
Georgette PEJOUX

SOMMAIRE

| | | |
|-------|---|----|
| I- | Objet de l'enquête | 3 |
| II- | Contexte de la modification | 3 |
| III- | Organisation de l'enquête | 4 |
| IV- | Composition du dossier | 5 |
| V- | Présentation de la commune et des évolutions envisagées | 5 |
| VI- | Justification des évolutions envisagées | 8 |
| VII- | Contraintes et servitudes | 14 |
| VIII- | Avis des PPA (personnes publiques associées) | 18 |
| IX- | Déroulement de l'enquête et observations du public | 20 |

I- OBJET DE L'ENQUETE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur de Soulac-sur-Mer a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 21 mai 2007. Il a, le 28 juin 2010, fait l'objet d'une première procédure de modification.

La présente modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Soulac-sur-Mer, décidée par délibération du 14 novembre 2022, est engagée en vue de permettre :

- Le classement en zone UD de la parcelle cadastrée section AX n°11, située lieu-dit « Les Cousteaux Sud », conformément au jugement n°1900483 rendu par le tribunal administratif de Bordeaux le 30 décembre 2020, qui a censuré pour erreur manifeste d'appréciation le classement de cette parcelle en zone 2AU ;
- La réduction de l'emplacement réservé n°19 situé sur les parcelles cadastrées section D n°699 et 700, situées routes des Lacs ;
- La création d'un emplacement réservé sur les parcelles AP 147 et 148, 25 Boulevard Alsace-Lorraine, en vue de la réalisation d'une piscine municipale.

Les remaniements apportés au dossier de PLU dans le cadre de cette procédure, consistent en des adaptations limitées des pièces graphiques du règlement qui ne font pas évoluer significativement les capacités d'accueil du document d'urbanisme et n'affectent ni la délimitation des zones agricoles et naturelles ni les éléments soumis à une protection réglementaire (EBC, éléments du paysage et du patrimoine, restrictions de constructibilité du fait d'aléas naturels...).

Ne touchant pas aux orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU, le projet s'inscrit dans le cadre propre à la procédure de modification du PLU.

Le Maître d'ouvrage et responsable du projet est la Commune de Soulac-sur-Mer.

II- CONTEXTE DE LA MODIFICATION

2.1 Contexte réglementaire

La procédure de modification est élaborée conformément aux dispositions des articles L 153-36 et s. du Code de l'Urbanisme :

Elle est conforme aux dispositions de l'**article L.153-41**

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

La procédure de modification est engagée à l'initiative du maire qui, par arrêté municipal n°230729 du 3 octobre 2023 a prescrit l'ouverture de l'enquête et ses modalités d'organisation

2.2 Evaluation environnementale

La décision de soumettre -ou non- le dossier à évaluation environnementale est prise par délibération du conseil municipal au terme d'une demande d'avis conforme, formulée auprès des services de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine.

Ainsi, le 25 mai 2023, la commune de Soulac-sur-Mer a sollicité l'avis de la MRAe (mission régionale d'autorité environnementale), concernant le dossier de modification n°2 du PLU de la commune, en application des articles R.104-33 deuxième alinéa et R.104-35 du code d'urbanisme.

Par courrier en date du 18 juillet 2023, la MRAe a rendu **un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale** pour le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Soulac-sur-Mer.

Cet avis a été joint au dossier d'enquête et ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Dans sa séance du 26 septembre 2023, le Conseil municipal de Soulac-sur-Mer, a approuvé cette décision.

2.3 Notification du projet aux personnes publiques associées (PPA)

Le projet est notifié aux personnes publiques associées :

- L'État,
- La Région,
- Le Département,
- La Communauté de Communes Médoc Atlantique,
- Les Chambres consulaires (chambre d'agriculture, chambre des métiers et de l'artisanat, chambre du commerce et de l'industrie),
- Le Parc Naturel Régional Médoc,
- SNCF RESEAU,
- La section régionale de conchyliculture.

III- ORGANISATION DE L'ENQUETE

3.1 Modalités de l'enquête

L'enquête publique présentant le dossier à la population est organisée dans les formes prévues par les articles L.123-3 à L.123-18 et R.123-2 à R.123-27 du Code de l'Environnement.

Par ordonnance n° E23000099/33 du 12/09/2023, Madame la Présidente du Tribunal administratif de Bordeaux a désigné Madame Georgette PEJOUX, commissaire enquêtrice, pour conduire l'enquête publique.

Par arrêté du 3 octobre 2023, Monsieur le Maire de Soulac-sur Mer a prescrit l'ouverture de l'enquête et en a précisé les modalités d'organisation :

- l'enquête publique s'est déroulée du 30 octobre 2023 au 29 novembre 2023 inclus soit pendant 31 jours consécutifs,
- le dossier était consultable en mairie de Soulac-sur-Mer aux jours et heures habituels d'ouverture,
- il était également mis à la disposition du public par internet à l'adresse suivante : <https://www.mairie-soulac.fr>,
- pendant toute la durée de l'enquête, le public pouvait déposer ses observations, propositions :
 - sur le registre papier ouvert à cet effet, coté et paraphé par la commissaire enquêtrice et ouvert par Monsieur le Maire,
 - par courrier postale à l'attention de la commissaire enquêtrice,
 - par courriel à l'adresse : m.roi@mairie-soulac.fr.

3.2 Permanences au siège de l'enquête à la mairie de Soulac-sur-Mer

La commissaire enquêtrice a tenu 4 permanences pour recevoir et informer le public :

- lundi 30 octobre 2023 de 14h30 à 17h00
- samedi 4 novembre 2023 de 10h00 à 12h00
- mardi 14 novembre 2023 de 9h30 à 12h00
- mercredi 29 novembre 2023 de 14h00 à 17h00.

3.3 Publicité de l'enquête

Un avis au public faisant connaître l'ouverture et les modalités d'organisation de l'enquête a été publié sur le site internet de la commune et affiché dans les formes prévues par le code de l'environnement à la mairie ainsi que dans les lieux habituels d'affichage municipal, et ce, 15 jours avant l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Cet avis a été porté à la connaissance du public dans deux journaux régionaux et locaux 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci : journal Sud Ouest et journal du Médoc du 13 octobre 2023 – journal Sud Ouest et journal du Médoc du 3 novembre 2023 (*cf annexes*).

3.4 Clôture de l'enquête

A la fin de l'enquête, le registre papier a été clos par la commissaire enquêtrice et remis au maître d'ouvrage.

IV- COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier d'enquête comprend :

- une notice de présentation,
- les planches du plan de zonage modifiées ainsi que le règlement écrit des zones concernées,
- la décision de la MRAe concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale,
- la délibération du conseil municipal de Soulac-sur-Mer confirmant la décision relative à l'absence d'évaluation environnementale,
- les avis reçus des personnes publiques notifiées.

Le rapport SEMOFI 2023 a été joint en annexe.

V- PRESENTATION DE LA COMMUNE ET DES EVOLUTIONS ENVISAGEES

5.1 Présentation de la commune

La commune de Soulac-sur-Mer se situe au Nord-Ouest du département de la Gironde, non loin de l'estuaire.

Elle appartient au Canton du Nord-Médoc et fait partie de la Communauté de communes Médoc-Atlantique, dont elle est le siège.

Le territoire communal couvre une superficie de 3 889 ha et comptait 2833 habitants en 2020 (population municipale, INSEE RP2020).



Situation de la commune de SOULAC-SUR-MER

La commune est traversée par la RD1215 (voie de 1^{ère} catégorie), épine dorsale du territoire médocain, desservie par la voie de chemin de fer Bordeaux-Le Verdon-sur-Mer, et deux voies départementales (de 2nde catégorie), la RD 1E4 et la RD101 vers Hourtin.

Au-delà de la zone agglomérée du bourg, l'urbanisation s'est développée historiquement le long des deux infrastructures routières structurantes du secteur : la RD101 et la RD1E4.

D'un point de vue démographique, la commune comptait 2 825 habitants permanents en 2019 et sur les trente dernières années la population est restée relativement stable. Toutefois, le recensement de 2013 avait marqué un « creux » significatif avec une chute à 2 523 habitants. Sur les 6 dernières années, on a donc assisté à un véritable sursaut démographique avec une croissance de 12% dans la période.

Mais, en tant que station balnéaire, la ville peut compter jusqu'à onze fois plus d'habitants l'été que l'hiver. Elle est fréquentée par plus de 30 000 estivants.

La population permanente est en revanche plutôt âgée. En 2019, le taux de personnes d'un âge inférieur à 30 ans s'élève à 18,3%, soit un taux presque deux fois inférieur à celui observé au niveau départemental (35,9%). A l'inverse, le taux de personnes d'âge supérieur ou égal à 60 ans est de 52,7% la même année, alors qu'il est de 25% au niveau départemental.

Sur le plan économique, la commune de Soulac-sur-Mer compte parmi les principales stations balnéaires du Médoc. La ville tire profit du tourisme, en particulier durant la haute-saison (du mois d'avril au mois de septembre, avec un pic en juillet-août).

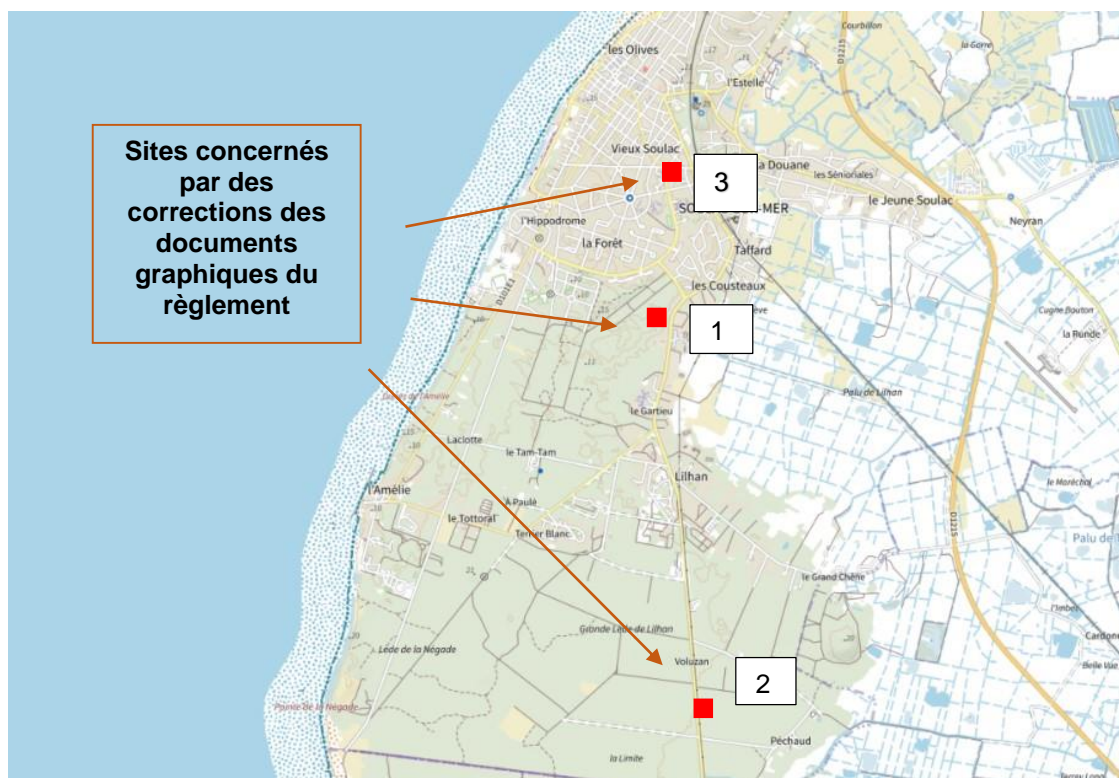
La ville compte ainsi de nombreuses infrastructures tournées vers ce secteur d'activité, depuis les boutiques spécialisées aux commerces du milieu de la nuit, en passant par le monde de la restauration en front d'océan. Autres secteurs prédominants, le commerce et les services se matérialisent par la présence de nombreuses boutiques en centre-ville, de deux moyennes surfaces, ainsi que d'une zone artisanale implantée en bordure de la RD1215.

La pêche mais aussi l'ostréiculture restent pratiqués au port de Neyran, sur l'estuaire de la Gironde.

5.2 Objet de la modification n°2

La modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Soulac-sur-Mer est engagée en vue de permettre :

- **N° 1 → Le classement** en zone UD de la parcelle cadastrée section AX n°11, située lieu-dit « Les Cousteaux Sud », conformément au jugement n°1900483 rendu par le tribunal administratif de Bordeaux le 30 décembre 2020, qui a censuré pour erreur manifeste d'appréciation le classement de cette parcelle en zone 2AU ;
- **N° 2 → La réduction de l'emplacement réservé** n°19 situé sur les parcelles cadastrées section D n°699 et 700, situées routes des Lacs en vue de l'extension du pas de tir ;
- **N° 3 → La création d'un emplacement réservé** sur les parcelles AP 147 et 148, 25 Boulevard Alsace-Lorraine, en vue de la réalisation d'une piscine municipale.



Localisation des trois sites visés par la procédure

VI- JUSTIFICATION DES EVOLUTIONS ENVISAGEES

6.1 Evolution portant sur la parcelle AX 11 d'une superficie de 1 288 m²

N° 1 → changement de zonage de la parcelle AX11

Cette modification fait suite au jugement n°1900483 rendu par le tribunal administratif de Bordeaux le 30 décembre 2020.dont extrait ci-après :

5. Il ressort des pièces du dossier que la parcelle appartenant à M. [REDACTED] est située en bordure de la route départementale 101 et qu'à l'exception de celle-ci, de ce côté de la voie, toutes les parcelles sont classées en zone UD. Si la commune fait valoir que le classement en zone 2AU de cette parcelle se justifie en raison de sa vocation à constituer l'un des accès à la future zone d'extension urbaine de la Forêt depuis la route départementale, il ressort au contraire du document graphique correspondant au schéma d'aménagement du secteur du Quadrant sud figurant aux orientations d'aménagement et de programmation annexées au PLU que deux accès au futur lotissement depuis cette voie sont préconisés sur deux autres parcelles, la première étant classée en zone UD et la seconde étant grevée d'un emplacement réservé en vue d'accueillir à cet endroit l'accès à la voie de bouclage est-ouest. S'il est exact que les auteurs du PLU ont constaté, dans le rapport de présentation, une tendance à un développement linéaire sans épaisseur suscitant de nombreux débouchés particuliers sur la route départementale 101, il ressort toutefois du document graphique correspondant au schéma d'aménagement précité que la limitation de tels accès sur les voies structurantes a été reportée sur une partie de la route départementale 101 située bien plus au sud du secteur de la Forêt, et non sur la partie de cette voie bordant le terrain en litige. Enfin, il n'est pas contesté que le terrain de M. [REDACTED] est raccordé au réseau d'eau potable et au réseau public d'assainissement depuis 2004 et que le réseau électrique est préexistant. Dans ces conditions, M. [REDACTED] sont fondés à soutenir que le classement de leur terrain en zone 2AU est entaché d'erreur manifeste d'appréciation et que la décision implicite par laquelle le maire a refusé de faire droit à leur demande de mise en œuvre de la procédure de modification de ce zonage doit être annulée.



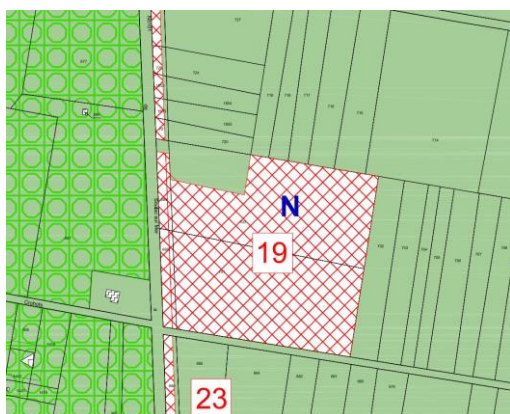
Il s'agit ici d'une modification de zonage à l'échelle d'une parcelle de petite taille. Cette évolution apportée par la procédure de modification ne générera pas d'incidence particulière sur l'environnement au regard des dispositions du PLU en vigueur.

6.2 Evolution portant sur la parcelle AX 11 d'une superficie de 1 288 m²

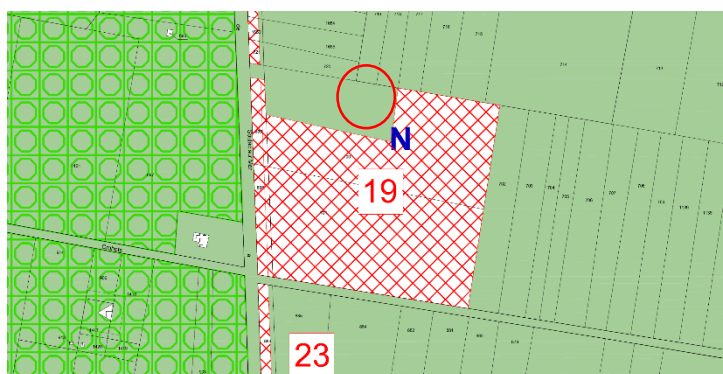
N° 2 → La réduction de l'emplacement réservé n°19 situé sur les parcelles cadastrées section D n°699 et 700, situées routes des Lacs

Les parcelles D 699 et 700 sont situées à l'extrémité Sud du territoire communal de Soulac-sur-Mer. Classées en zone N, elles sont intégralement comprises au sein de l'emplacement réservé n°19 dédié à la construction d'une déchetterie.

Emplacement réserve n°19 actuel



Réduction envisagée de l'ER



Centre de tir



Les parcelles identifiées D 699 et D 700 situées en zone naturelle N font l'objet d'un emplacement réservé numéroté 19 dans le PLU en vigueur de Soulac-sur-Mer.

Il est demandé une réduction de cet emplacement au profit de l'extension sans construction du centre de tir attenant.

Cette réduction d'emplacement réservé fera l'objet d'une modification du plan de zonage réglementaire du PLU. Elle ne s'accompagnera d'aucune correction du règlement écrit.

Le dossier comporte une analyse fine et détaillée des incidences de cette réduction de l'emplacement réservé.

En effet, les parcelles D 699 et 700 vouées à être aménagées dans le cadre de l'extension du centre de tir ont fait l'objet d'une expertise naturaliste faune-flore-habitats-zones humides le 7 mars 2022, réalisée par Stephen LEROY, chargé d'affaires botaniste et Gérald DUPUY, chargé d'études et référent faune, tous deux salariés permanents du GERE.

Le projet consiste en une réduction de l'emplacement réservé n°19, destiné à l'accueil d'une déchetterie, en vue de permettre l'extension du Centre de tir pour la création d'un pas de tir à 100 mètres. **L'extension ne générera pas de nouvelle construction. Il s'agit d'éclaircir le boisement pour en faire une zone d'évolution et d'entraînement en milieu cloisonné.**

L'évaluation des incidences qui en ressort démontre plusieurs effets.

1/ sur la biodiversité

Dans le cadre de la présente procédure de modification il a été **analysé les incidences de la procédure en elle-même et non celles du projet.**

La procédure a pour objet la réduction d'un emplacement réservé (ER) initialement dédié à l'accueil d'une déchetterie afin de permettre l'extension du centre de tir existant.

Il a été constaté qu'aucune incidence négative supplémentaire n'est attendue sur le milieu naturel comparativement aux incidences générées par la présence actuelle de l'ER.

Les incidences sont considérées comme moindres dans la mesure où le projet d'extension du centre de tir **implique un défrichement localisé et la conservation d'une partie du boisement (incluant les arbres à Grand capricorne).**

2/ sur la consommation de l'espace

Les incidences en termes de consommation de l'espace seront très limitées : la surface totale du projet est d'environ 3 340 m² et 2 252 m² seront défrichés (conservation d'une surface boisée centrale de 1 088 m²). Au regard du projet envisagé (création seule d'un nouveau pas de tir), aucune construction nouvelle n'est envisagée, ne générant pas d'imperméabilisation supplémentaire par rapport à l'existant.

3/ sur la trame verte et bleue

Le site étudié est localisé au sein du vaste réservoir de biodiversité du massif des Landes de Gascogne (boisements de conifères). L'occupation du sol est effectivement forestière au sein du site, mais l'est également aux alentours.

Au regard de la faible superficie du site d'étude, le projet n'aura aucune incidence sur les continuités écologiques locales et régionales.

4/ sur les paysages et le patrimoine

L'extension du centre de tir modifiera très localement le paysage (ouverture du milieu) mais une partie du boisement sera conservée, ce qui limitera les impacts paysagers. De plus, cette extension prend place derrière le bâtiment existant qui représente une barrière visuelle depuis la route et ne nécessitera pas la réalisation de nouvelles constructions. Le site est éloigné de tout patrimoine paysager identifié et n'aura donc aucune incidence sur celui-ci.

5/ sur la ressource en eau

La présente modification a pour objet l'extension du centre de tir **existant** via l'ajout d'un pas de tir à 100 m. Aucune incidence en matière d'augmentation des prélèvements d'eau ou de rejets d'eaux usées n'est attendue dans la mesure où l'activité est déjà existante et l'ajout de cet équipement ne devrait pas augmenter la fréquentation du centre (utilisation déjà effective du centre pour l'entraînement de la Gendarmerie nationale et le club de tir local). Ce nouvel équipement permettra la diversification des activités d'entraînement sur le site pour les usagers du centre.

5/ sur les risques naturels et technologiques

Concernant les risques naturels, le site d'étude est potentiellement sujet aux inondations de caves. L'eau ne dépassant pas le niveau du terrain naturel dans ces secteurs, le projet n'est pas de nature à augmenter l'exposition à ce risque, considérant que le projet n'a pas vocation à ajouter de nouvelles constructions (pas d'augmentation de l'imperméabilisation du sol).

Bien que la commune ne présente qu'un risque faible au feu de forêt selon l'Atlas départemental du risque incendie de forêt de Gironde, le site d'étude est localisé au sein d'un secteur boisé vulnérable aux incendies (boisements de conifères).

Toutefois, s'agissant de l'extension d'une activité déjà existante et considérant que toutes les précautions vis-à-vis du risque feu de forêt seront prises et poursuivies par rapport à la situation préexistante, le projet objet de la présente modification n'est pas de nature à augmenter l'exposition de la population à ce risque.

Des recommandations à la vigilance sur ce point sont soulignées par les pouvoirs publics.

Concernant les risques technologiques, aucun risque particulier n'a été identifié au sein du site d'étude.

6/ sur les émissions de gaz à effet de serre

Les incidences en termes d'émissions de gaz à effet de serre seront faibles au vu de la situation existante : il ne s'agit pas de la création d'une industrie polluante et les voies de desserte automobile sont déjà existantes. Au regard de la nature des aménagements envisagés, le projet ne devrait pas non plus générer d'augmentation du trafic routier local.

En conclusion

Cette demande de modification concernant l'emplacement réservé n°19 pour y permettre l'extension du champ de tir ne génère pas d'incidence particulière sur l'environnement en comparaison avec la situation actuelle dans le PLU en vigueur, le site d'étude étant actuellement concerné par un emplacement réservé destiné à l'établissement d'une déchetterie.

Il est relevé que dans le cadre du présent projet d'extension du centre de tir, une zone boisée incluant les arbres à Grand capricorne identifiés sera conservée.

6.3 Création d'un emplacement réservé pour l'installation d'une piscine

N° 3 → L'identification d'un emplacement réservé dédié à la création d'une piscine

Il est rappelé que les emplacements réservés sont des servitudes destinées à réserver du foncier en vue de la réalisation, notamment, d'une installation d'intérêt général à créer ou à modifier. En attendant la réalisation du projet, l'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude. En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement.

La création de l'emplacement réservé **sur les parcelles AP147 et AP148** s'opère sur un ensemble urbanisé, à l'angle du Boulevard Alsace Lorraine et de la Rue Olivier Guinet, et classé en zone UAb du PLU. Les parcelles concernées sont déjà artificialisées, avec plusieurs bâtiments et une cour traitée en enrobés.

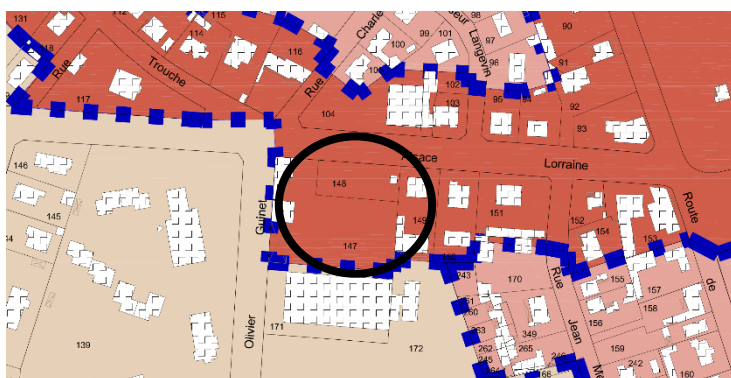
Les parcelles identifiées AP 147 et 148 sur la commune de Soulac-sur-Mer feront donc l'objet de la création d'un emplacement réservé pour réalisation d'une piscine municipale.

Ces parcelles se situent actuellement en zone dense et urbaine UAb (limitrophes de la zone UC) qui n'empêche pas la construction d'équipements municipaux. Cette modification n'influera également pas sur l'environnement du secteur, déjà très urbain.

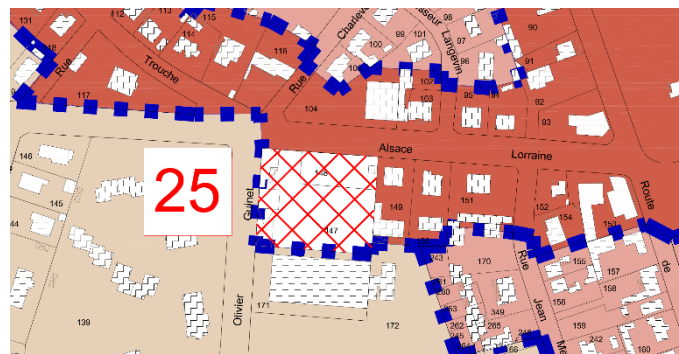
La zone UA recouvre la ville ancienne correspondant au périmètre de la ZPPAUP, ainsi que les secteurs UAa et UAb. Plus spécifiquement, la zone UAb se caractérise comme une couronne en ordre discontinu du centre ancien de Soulac-sur-Mer.

L'objectif de la zone UA dans son ensemble est :

- De sauvegarder le style architectural de la maison soulacaise (volumétrie complexe associant pignons, ailes, tourelles, matériaux associant pierre et terre cuite...).
- De sauvegarder l'ambiance de la cité-jardin, associant espaces aérés et densément végétalisés.
- De permettre, malgré les prescriptions de protection, une évolution contemporaine de ces espaces (renouvellement par d'autres activités, commerces, hôtellerie, services...).



PLU actuel



PLU modifié envisagé

L'évaluation des incidences qui ressort du dossier démontre plusieurs effets.

1/ sur la biodiversité et la trame verte et bleue

Compte tenu des caractéristiques propres à son occupation urbaine et à sa localisation à l'écart des espaces naturels sensibles ou supports de continuités écologiques, l'identification d'un emplacement réservé sur ce terrain n'induit aucune incidence négative notable sur les milieux naturels ou la trame verte et bleue.

2/ sur la consommation de l'espace

Le choix de retenir une parcelle déjà artificialisée pour l'accueil de l'équipement considéré permet d'éviter la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

3/ sur les paysages et le patrimoine

La création d'une piscine municipale modifiera localement le paysage urbain.

L'inscription de la parcelle à l'intérieur du périmètre du **SPR implique un haut niveau d'exigence, s'agissant de la qualité architecturale et paysagère des aménagements futurs, comme le soulignent les pouvoirs publics**. Les incidences légales associées au classement en SPR permettent toutefois de garantir la prise en compte des enjeux patrimoniaux dans le cadre de la réalisation de l'opération à venir.

4/ sur la ressource en eau

Le fonctionnement de l'équipement public induira nécessairement une augmentation de la consommation en eau potable, qui ne peut pas être estimée au stade de la création de la servitude concourant à la maîtrise du foncier nécessaire à l'opération. L'impact devrait pouvoir être maîtrisé, notamment en poursuivant les démarches engagées pour améliorer la performance du réseau. Par ailleurs, le site sera naturellement raccordable aux réseaux, présents au droit du terrain.

5/ sur les risques naturels et technologiques

Le terrain réservé est localisé à l'écart des principales zones de risque. **En revanche, il s'agit d'un site pollué recensé comme secteur d'information sur les sols (SIS), pour lequel des mesures de réhabilitation sont indispensables avant tout changement d'affectation.**

La commune a déjà engagé les études (cf pièce annexée au dossier : rapport SEMOFI 2023)

La réglementation en vigueur, imposant notamment la production d'une attestation dédiée lors de tout dépôt de permis de construire en SIS, permet d'éviter toute exposition des personnes aux risques liés à la pollution identifiée.

6/ sur les émissions de gaz à effet de serre

Les incidences en termes d'émissions de gaz à effet de serre seront faibles. Au regard de sa localisation, le projet ne devrait pas générer d'augmentation sensible du trafic routier local ; l'insertion du projet au cœur des espaces urbanisés permettant d'envisager une fréquentation par des modes de déplacement doux.

En conclusion

L'identification d'un nouvel emplacement réservé dédié à la création d'une piscine municipale n'apparaît pas de nature à induire des incidences notables sur l'environnement.

Le tableau des emplacements réservés du PLU actuel sera complété, de manière à intégrer l'emplacement réservé n°25, dédié à la création de la piscine.

VII- CONTRAINTES ET SERVITUDES

Le dossier comporte un recensement particulièrement complet et détaillé des différents risques naturels et technologiques qui touchent le territoire communal.

Il faut souligner les plus importantes en termes de portée sur les 3 secteurs concernés par le projet de modification.

• Le contexte de la planification

Les documents de rang supérieur au PLU de Soulac-sur-Mer sont :

| |
|---|
| SRADDET : SRADDET de la région Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 27 mars 2020 |
| SCoT : SCoT de la Pointe du Médoc, approuvé le 11 août 2011 SCoT Médoc Atlantique, arrêté le 22 décembre 2022. |
| PNR : Charte 2019-2034 du Parc Naturel Régional Médoc, approuvée en juin 2019 |
| SDAGE : SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 |
| SAGE : SAGE Nappes profondes de Gironde et SAGE Estuaire de la Gironde et Milieux associés |
| PCET : Région Nouvelle-Aquitaine et Département de la Gironde |

Le territoire communal est inclus dans le périmètre du **Syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Médoc-Atlantique**, arrêté en décembre 2022.

La commune appartient également au **Parc National Régional Médoc**, doté d'une Charte approuvée en juin 2019.

- **Les risques naturels et technologiques**

En termes de risques naturels et technologiques, la commune de Soulac-sur-Mer est directement concernée par :

- Le risque inondation par débordement de cours d'eau ;
- Le risque d'avancée dunaire et de recul du trait de côte ;
- L'aléa mouvements de terrain lié aux phénomènes de retrait-gonflement des argiles ;
- Le risque de feux de forêt de niveau faible (absence de PPRIF en vigueur sur le territoire) ;
- Le risque de tempête, répertorié au niveau départemental ;
- Le risque sismique : commune répertoriée au sein de la zone sismique 2 (faible) ;
- Le risque de radon de catégorie 2 sur l'ensemble de la commune

Deux risques touchent les parcelles concernées par le projet de modification :

- Le risque inondation par remontée de nappes phréatiques : Deux des secteurs faisant l'objet d'une évolution du plan de zonage (ER19 et parcelle AX 11) sont soumis à des inondations potentielles de cave par remontée de nappe. En revanche, les parcelles AP 147 et 148 faisant l'objet d'une création d'emplacement réservé ne sont pas concernées par ce risque naturel.
- Le risque industriel. (installations classées.- sites et sols pollués ou potentiellement pollués) : Le secteur visé par la création d'un emplacement réservé (parcelles AP n°147 et 148) est directement concerné par l'un des sites pollués avérés, en l'occurrence l'ancienne usine à Gaz (ENGIE).

L'emplacement réservé est délimité au niveau de l'emprise de cette ancienne usine, en lien avec un projet de création d'un équipement public (piscine).

La commune a engagé en 2022 des études dont les conclusions permettent d'envisager la réalisation de l'équipement public projeté. Un rapport en date du 16 janvier 2023 a ainsi été remis par le cabinet SEMOFI.

Les études menées à ce jour mettent en évidence :

- Une bonne qualité des terrains naturels (sols > 1m de profondeur),
- La présence d'une source en HAP – qui sera traitée par ENGIE,
- La présence d'une source en cyanures – qui sera traitée par ENGIE,
- Des dépassements des valeurs d'acceptation en ISDI pour les HAP sur une partie des terrains superficiels au sud du terrain d'étude.

S'agissant d'un secteur d'information sur les sols, des investigations complémentaires s'imposeront pour permettre la réalisation du projet visé par l'emplacement réservé à créer.

A ce stade, si le diagnostic complémentaire à réaliser confirme les résultats connus, les mesures de gestion à mettre en place seront simples et ne nécessiteront pas la réalisation d'un plan de gestion.

Compte tenu des études déjà réalisées et des obligations légales et réglementaires s'imposant à la commune, bénéficiaire de l'emplacement réservé à créer sur les parcelles AP n°147 et 148, la procédure de modification n'est pas susceptible d'induire une aggravation de l'exposition aux pollutions décelées ; lesquelles seront traitées avant la réalisation du projet. Les autres évolutions ne sont pas affectées par les risques technologiques et les pollutions recensés.

- **Le patrimoine et archéologique**

Soulac-sur-Mer compte un édifice protégé : L'Eglise Notre-Dame de la Fin des Terres



Classée Monument Historique dès le 20 juillet 1891, elle est inscrite au Patrimoine Mondial par l'UNESCO au titre des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France en 1998.

La commune compte également un Site Patrimonial Remarquable (SPR) correspondant au centre-ville. Il vise à préserver et mettre en valeur l'architecture balnéaire.

La DRAC, par l'intermédiaire de son Service Régional de l'Archéologie, a recensé deux zones à sensibilité archéologique sur le territoire de Soulac-sur-Mer :

- Zone 1 : bande côtière ; occupation mésolithique, antiquité.
- Zone 2 : Eglise Notre-Dame de la Fin des Terres et abords ; occupation antiquité, époque moderne.

Sites non localisés :

- Le tertre (Prairies de la Motte), possible motte cadastrale médiévale,
- Ancienne paroisse et église Saint-Pierre de Lillan

Le service signale des risques importants de découvertes fortuites sur le territoire de Soulac-sur-Mer.

En application de la loi sur l'archéologie préventive (loi 2003-707 du 01/08/2003 modifiant la loi de 2001) :

« Conformément aux dispositions de l'article L. 522-5 du Code du patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones définies en annexe sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Par ailleurs, en-dehors de ces zones, des découvertes fortuites au cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toute destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et délits contre les biens (articles 322-1 et 322-2 du Code pénal), le service régional de l'archéologie devra être immédiatement prévenu, conformément à l'article L. 531-14 du Code du patrimoine ».

Ni le terrain à classer en zone UD, ni celui à retirer de l'emplacement réservé n°19 ne sont directement concernés par la présence d'un zonage d'inventaire ou de protection du patrimoine architectural, archéologique ou paysager.

Le terrain concerné par l'identification d'un emplacement réservé dédié à la création d'une piscine est en revanche localisé au sein du SPR de Soulac. L'inscription dans ce périmètre implique des enjeux paysagers et architecturaux modérés à forts.

- **Les réseaux**

Assainissement

La compétence assainissement est assurée en régie sur le territoire communal. C'est pourquoi la commune a engagé en 2017 la réalisation d'un diagnostic du système d'assainissement collectif aboutissant à la réalisation d'un schéma directeur du système d'assainissement des eaux usées.

Le réseau d'assainissement collectif (de type essentiellement séparatif) dessert la majorité du centre-ville, et en périphérie, une partie du lotissement de la Grande Combe (secteurs Sud et Est), mais aussi les quartiers du Jeune Soulac et de la Douane, de Taffard, le lotissement de la Forêt (dans sa limite Sud), une partie des Cousteaux et de Lihan, et enfin, le centre-bourg de l'Amélie.

Compte tenu de sa position comme station balnéaire présentant une sensibilité importante, et au regard de l'aptitude des sols, la commune de Soulac-sur-Mer a décidé en 1998 d'étendre le réseau collectif à l'ensemble des secteurs habités ou habitables (sauf pour le lieu-dit Péchaud, où l'assainissement se fait par la filière autonome).

Le traitement des eaux usées est effectué à la station communale d'une capacité nominale de 24 000 équivalent-habitants (EH) et qui présentait une charge maximale en entrée de 18 063 EH en 2020. Considérant le contexte sanitaire de l'année 2020 et l'impact sur l'activité touristique des stations balnéaires comme Soulac-sur-Mer, il est important de regarder la charge maximale entrante observée en 2019, année probablement plus représentative de la situation réelle. Cette dernière atteignait 21 076 EH. Par conséquent, la station ne présente donc pas de surcharge et est jugée conforme en équipement et en performance. Construite en 1975, elle est composée de boues activées à aération prolongée et rejette les eaux traitées dans le réseau d'écluses qui rejoint l'estuaire de la Gironde.

Eaux pluviales

La commune de Soulac-sur-Mer ne dispose pas d'un schéma directeur de gestion des eaux pluviales. La compétence « maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement » est exercée par la Communauté de communes Médoc Atlantique. La gestion des eaux pluviales sur la commune se base notamment sur un quadrillage de fossés, passes et chenaux destinés à l'évacuation des eaux des bassins-versants amont. L'évacuation des eaux continentales repose sur des dispositifs hydrauliques : écluses, vannages, placés sur les chenaux.

Des préconisations spécifiques au regard de la gestion des eaux pluviales sont intégrées dans le règlement écrit du PLU en vigueur.

Eau potable

La gestion du réseau d'eau potable est assurée par la commune de Soulac-sur-Mer, la desserte étant effectuée par le Syndicat de Production de la Pointe de Grave. L'alimentation en eau se fait à partir de cinq captages, dont deux sont situés sur le territoire communal. Ces forages présentent des périmètres de protection immédiate.

Les forages présents sur la commune de Soulac-sur-Mer captent dans la nappe du Crétacé (Cénomanien), jugée non déficitaire dans le secteur Médoc-Estuaire par le SAGE Nappes profondes de Gironde. Les trois autres, présents sur la commune de Vensac (les forages G1, G2 et G4 captent dans l'Eocène Médoc-Estuaire, nappe à l'équilibre. Les volumes de prélèvements autorisés sont issus d'arrêtés préfectoraux portant déclarations d'utilité publique :

La synthèse 2020 de qualité de l'eau sur la commune par l'ARS fait état d'une qualité conforme (100% des échantillons bactériologiques et physico-chimiques analysés sont conformes).

Compte tenu de la nature et de la portée des évolutions prévues, ces dernières n'auront pas d'impact direct sur la gestion de la ressource en eau.

- **Les servitudes**

La parcelle D 699, site du projet du centre de tir, est concernée par la servitude d'utilité publique I4 « servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques ».

| CODE | NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE | ACTE OFFICIEL INSTITUANT LA SERVITUDE | SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE |
|------|--|---|---|
| I.4 | SERVITUDES RELATIVES A L'ETABLIS-SEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES -Ligne 63 kV Lesparre - Soulac -Poste HT/MT de Soulac EDF -Ligne 63 kV Lesparre - Soulac EDF - Soulac SNCF | Art. 12 modifié de la Loi du 15.06.1906, Art. 298 de la Loi de finances du 13.07.1925. Convention du 30 mai 1932 approuvée et Déclarée d'Utilité Publique par décret présidentiel n° 14 -731 du 10 octobre 1932 (J.O. du 21 octobre 1932) | D.R.I.R.E 42 av. Général de Larminat - 33035 Bordeaux cedex S.N.C.F Département IGTE 6 avenue François Mitterrand 33574 LA PLAINE ST DENIS - Cedex R.T.E / G.E.T Gascogne 12 rue Aristide Bergès - 33270 Floirac |



Par ailleurs, les parcelles AP 147 et 148 ayant vocation à constituer un nouvel emplacement réservé en vue de la réalisation d'une piscine municipale sont incluses dans le périmètre de la servitude AC4 « Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager » ZPPAUP de la commune de Soulac-sur-Mer.

| CODE | NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE | ACTE OFFICIEL INSTITUANT LA SERVITUDE | SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE |
|------|---|---|--|
| AC4 | ZONE DE PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL URBAIN ET PAYSAGER Z.P.P.A.U.P de Soulac | Loi 83-8 du 7 janvier 1983 Décret 84-304 du 25 avril 1984 Arrêté préfectoral du 16 avril 2002 | SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE ARCHITECTE DES BATIMENTS DE France place Raymond Colon - 33000 Bordeaux |

VIII- AVIS DES PPA

- **Chambre des Métiers et Artisanat :**

Pas de remarques particulières : donne un avis favorable « ces modifications de détail ne remettent pas en question le PADD, ni la cohérence du PLU et n'ont pas d'incidence supplémentaire sur l'environnement. »

- **Chambre d'Agriculture :**

Pas de remarques particulières.

- **DDTM33 :**

Demande que les aménagements projetés soient bien conformes aux dispositions du règlement et de la loi Littoral.

- **Conseil Départemental 33 :**

Le projet de piscine doit s'intégrer dans le paysage d'architecture typique soulacaise protégé par la ZPPAUP,

⇒ **La commissaire enquêtrice invite le maître d'ouvrage à se référer aux dispositions de la ZPPAUP**

Un 2^{ème} avis du CD33 est parvenu à la mairie le 18 octobre à la fin de l'enquête. Il mentionne les observations suivantes :

« Concernant les parcelles AP147 et 148 pour la création de l'ER dédié à une piscine municipale, une attention particulière sur la ressource en eau est attendue, dans le contexte actuel de réchauffement climatique et de raréfaction de la ressource en eau. Par conséquent, une économie sur les usages : circuit hydrauliques fermés, réutilisation des eaux de vidange et de nettoyage des filtres à étudier dès la construction pour le recyclage dans les WC (en complément d'eau de pluie), le nettoyage de voiries ou de défense incendie (SDIS situé face à l'ER) »

⇒ **La commissaire enquêtrice recommande au maître d'ouvrage une vigilance sur ce point particulier.**

« Concernant les parcelles AP147 et 148 pour la création de l'ER dédié à une piscine municipale Concernant l'emplacement réservé 19 pour une déchetterie dont l'objet de la modification concerne une réduction de la surface de cet ER afin de permettre une extension du stand de tir (sans imperméabilisation ni équipements de consommation ou rejet d'eau supplémentaire) : Il s'agit d'une parcelle soumise au risque d'inondation potentielle de caves, voir remontée de nappes, par conséquent non approprié à l'installation d'une déchetterie qui nécessiterait un remblais, une imperméabilisation afin d'éviter les risques de contamination de nappe par les lixiviats. D'autre part, il est souhaitable de situer les ICPE hors zones d'aléas. Peut-être rechercher une autre parcelle plus adaptée ?

⇒ **La commissaire enquêtrice constate que l'objet de la modification n°2 porte sur la réduction de cet ER n°19 pour permettre l'extension du champ de tir existant. L'affectation proprement dite de l'ER n°19 (prévision d'une déchetterie) n'a pas à être mise en débat dans la présente enquête publique. D'éventuelles réserves de la part du Conseil Départemental 33 pourraient être opportunes lors du dépôt de l'autorisation de cet équipement.**

- **Centre National de la Propriété Foncière (CNPF):**

Emet un avis favorable mais formule les **recommandations** suivantes :

- Vigilance sur le risque d'incendie aux abords du stand de tir
- Si les parcelles boisées sont classées en zones urbanisables, cela est soumis à autorisation de défrichement (L. 341-1 et S. du code forestier.)

⇒ **Le maître d'ouvrage précise qu'un dossier de demande de défrichement sera déposé le moment venu.**

- **SNCF**

Elle rappelle de mentionner la servitude T1 relative aux chemins de fer opposable à tous les riverains du domaine ferroviaire => servitude à faire figurer aux plans de servitude annexés au PLU et se référer au décret 2021-1772 du 22/12/2021.

⇒ **Le maître d'ouvrage fait remarquer que la servitude T1 figure bien au recueil des servitudes d'utilité publique ainsi que sur le plan des servitudes du PLU en vigueur.**

⇒ **Le maître d'ouvrage a bien pris note que la commune est concernée par le RER métropolitain et qu'en cas de permis de construire, la Direction Immobilière Nouvelle Aquitaine sera bien entendu consultée.**

A la demande de la commissaire enquêtrice, le maître d'ouvrage corrigera le positionnement de l'ER 25 figurant sur la pastille de la carte en page 27 du rapport.

IX- DEROULEMENT DE L'ENQUETE

A l'issue de l'enquête, le procès-verbal de synthèse des observations a été adressé le 1^{er} décembre 2023 au maître d'ouvrage qui l'a retourné complété et signé en date du 13 décembre 2023.

Malgré les 4 permanences tenues en mairie par la commissaire enquêtrice, y compris un samedi, l'objet de la modification du PLU de Soulac n'a pas soulevé d'engouement de la part du public.

Seule 1 contribution écrite est parvenue par courriel (et intégrée dans le registre papier). Aucune autre observation n'a été déposée sur le registre papier mis à la disposition du public pendant 1 mois et la commissaire enquêtrice n'a reçu aucune visite à ses permanences.

Monsieur SOARES, DGS de la commune de Soulac, a partagé avec la commissaire enquêtrice ses connaissances sur l'évolution du PLU et les motifs de la 2^{ème} modification.
Madame GAUTIER et Madame ROI, du service urbanisme, ont été très disponibles et particulièrement attentives à la bonne tenue de cette enquête tout au long de son déroulement.

L'enquête publique s'est déroulée dans les meilleures conditions et le registre d'enquête a été clos par la commissaire enquêtrice qui l'a remis en mains propres à Mme GAUTIER.

En termes de complétude du dossier mis à l'enquête, il a été relevé, après le début de l'enquête, que l'étude SEMOFI, présentée comme pièce annexe au dossier, avait été omise : l'étude a donc été jointe en annexe au rapport tant dans le dossier papier que dans le dossier dématérialisé.

Observations du public

La seule observation a été formulée par « VIVE LA FORET » association loi 1901 N° 4/02099 déclarée en préfecture le 30 août 1989 et qui porte sur l'extension du stand de tir sur la commune de Soulac (et géré par l'association « La Cible »).

Le courrier rappelle que ce stand de tir *« a été réalisé en 2007 grâce à la mise à disposition d'un terrain d'un hectare par la commune, avec sa clôture et sa sécurisation, ainsi que la construction des locaux »*.

Il y est précisé *« aujourd'hui il nous est proposé de valider la réduction d'un espace réservé qui jouxte le stand de tir. C'est bien en réalité de l'extension du stand de tir dont il est question. Les collectivités locales ont la faculté de fixer des emplacements réservés. La modification du périmètre doit être inscrite dans le PLU. L'espace réservé était en principe prévu pour l'implantation d'une déchetterie. Il se trouve que le dossier anticipe sur le projet d'extension du stand de tir. Le secteur est en zone N du PLU. Cette extension ne semble pas conforme aux possibilités offerte par l'article 2N du règlement du PLU. Ce n'est pas une construction technique d'intérêt général »*.

La commissaire enquêtrice constate que dans le règlement de la zone N, l'article N2 sur les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières, stipule au 2.6 l'autorisation sous conditions *« des équipements publics d'infrastructure liés à une activité de sport, de loisirs ou de tourisme (chemins de randonnée, piste cyclable, centre de tir ...) »*.

- ⇒ **Elle en déduit que le centre de tir situé en zone N répond aux dispositions du PLU, ce que confirme le maître d'ouvrage qui ajoute qu'en l'état, l'emprise nécessaire est réservée et qu'en ce qui concerne le contenu du projet, rien n'est encore défini à ce jour.**

« Vive la Forêt » poursuit dans son courrier : « *la modification du PLU peut parfaitement réduire l'espace réservé sur les parcelles cadastrées section D n°699 et D n°700 faisant l'objet de l'emplacement réservé n°19 d'une surface de 2 900 m²* ».

- ⇒ **Le maître d'ouvrage répond qu'il n'est pas prévu de réduire la parcelle D699 qui est déjà grevée de l'emplacement réservé n°23 au profit du département pour l'élargissement de la RD 101.**

###

« Vive la Forêt » écrit « *Il n'est pas possible d'en conclure, comme il est fait, que cela doit « permettre l'aménagement d'un pas de tir sur une superficie totale légèrement supérieure ».* (Motivations de la modification du PLU p23).

L'interrogation que nous formulons s'appuie sur le fait que la modification de PLU pour l'emplacement réservé n°19, fait état et décrit, sur plusieurs pages, une expertise naturaliste faune-flore-habitats-zones humides, spécifique au pas de tir, réalisée le 7 mars 2022 par le GERE. Il est précisé que le projet ne générera pas de nouvelles constructions et impliquera le défrichement d'une superficie d'environ 2 252 m². On notera qu'un pas de tir requiert tout de même certains aménagements qui ne sont pas décrits. Par ailleurs, l'extension envisagée aurait pu se faire au Nord sur les parcelles 1653 et 1655. Il est en effet délicat de réduire la surface de l'emplacement réservé n°19 qui par ailleurs devrait venir en substitution de la déchetterie Nord-Médoc située au Verdon-sur-Mer. Si toutefois ce transfert venait à s'imposer (voir réunion Sous-préfecture du 26 juillet 2023). Le dossier n'indique pas en quoi la réduction de l'espace réservé pourrait éventuellement affecter ou pas les projets de déchetterie.

On a le sentiment que cette modification du périmètre de l'espace réservé 19, vise surtout à valider dans le PLU la création d'une extension du stand de tir. La modification de PLU ne peut se substituer aux formalités requises pour tout projet d'occupation du sol. La question de la conformité du projet aux exigences de continuité urbaine en commune littorale peut être posée. »

La commissaire enquêtrice note que la réduction de l'emplacement n°19 a pour motif le projet d'extension du Centre de tir existant pour permettre la création d'un pas de tir de 100m et ce, à l'usage de certains entraînements dont ceux de la Compagnie de Gendarmerie du Nord-Médoc et la Police Municipale de Soulac-sur-Mer.

Elle fait remarquer que ce projet nécessitera lors de sa mise en œuvre de suivre les préconisations suivantes en matière de préservation des espèces faunistiques et floristiques :

« Les arbres à Grand capricorne recensés devront être conservés par le projet. Les aménagements nécessaires au projet devront être réalisés en dehors des périodes d'hivernation de la Salamandre tachetée et de nidification de l'Engoulevent d'Europe ».

- ⇒ Le maître d'ouvrage répond que « *bien évidemment, la commune se conformera aux différentes obligations qui seront susceptibles d'être appliquées en matière d'autorisations d'occupation des sols* ».
- ⇒ Il ajoute que « *la réduction de l'emplacement réservé ne s'accompagnera d'aucun assouplissement des contraintes réglementaires affectant le secteur, qui prohibent de fait toute évolution de nature à porter atteinte aux milieux et aux paysages forestiers* »
- ⇒ Sur la suggestion de « Vive la Forêt » d'envisager l'extension du champ de tir au Nord sur les parcelles 1653 et 1655, le maître d'ouvrage répond d'une part, que la commune n'est pas propriétaire de ces parcelles et d'autre part que compte tenu de la configuration du pas de tir existant, il est apparu judicieux de prévoir son extension dans son prolongement (vers l'est) et non parallèlement à la route des lacs.

###

« Vive la Forêt » note « *Il est en effet délicat de réduire la surface de l'emplacement réservé n°19 qui par ailleurs devrait venir en substitution de la déchetterie Nord-Médoc située au Verdon-sur-Mer. Si toutefois ce transfert venait à s'imposer (voir réunion Sous-préfecture du 26 juillet 2023). Le dossier n'indique pas en quoi la réduction de l'espace réservé pourrait éventuellement affecter ou pas les projets de déchetterie.* »

La commissaire enquêtrice observe une certaine crainte de l'association « Vive la Forêt » de voir la réduction de l'ER 19 impacter la réalisation de la future déchetterie.

- ⇒ Le maître d'ouvrage rassure l'association sur ce point : la réduction de l'ER n° 19 n'impacte pas la réalisation de la future déchetterie qui fera l'objet d'un examen attentif avec le SMICOTOM.

Le 29 décembre 2023,

La commissaire enquêtrice

Georgette PEJOUX

